

ÉCONOMIE | LANNION-TRÉGOR COMMUNAUTÉ

# SECOND SEMESTRE 2025 :

UNE RÉSILIENCE APPARENTE, MAIS UNE FRAGILISATION PROGRESSIVE

#7 | Juin 2026

OBSERVATOIRE | Note de conjoncture

## Chiffres-clés de Lannion-Trégor Communauté à la fin du 2<sup>d</sup> semestre 2025

(Évolution par rapport au 2<sup>d</sup> semestre 2024)



**184**  
salariés privés  
en moins  
-1,1 % en un an  
(+0,2 % en Bretagne)  
Source : Urssaf



En hausse :

- Industrie hors agro-alimentaire
- BTP



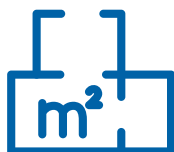
En forte baisse :

- Industrie agro-alimentaire
- Administration, santé et social



**40** procédures  
collectives  
(+29 % en un an)  
Source : Capfinancials

**6,5 %**  
de taux de chômage  
au 4<sup>e</sup> trimestre 2025  
dans la zone d'emploi  
de Lannion ;  
+0,3 point en un an  
(6,4 % en Bretagne)  
Source : Insee



**7 715 m<sup>2</sup>**  
autorisés  
en immobilier  
d'entreprise  
+0,6 % en un an  
Source : SDES Sit@del2

**363**  
logements  
autorisés  
-24 % en un an  
Source : SDES Sit@del2



**7 260**  
demandeurs d'emploi  
dans les catégories A, B et C  
+3,5 % en un an  
(+4,6 % en Bretagne)  
Source : Drets Bretagne

# En résumé

Le territoire de Lannion-Trégor Communauté, après trois semestres consécutifs en demi-teinte, s'inscrit dans une trajectoire de ralentissement économique au second semestre 2025. Si des signes de résilience demeurent, ils ne permettent pas d'occulter un retournement progressif des dynamiques économiques locales. Après une phase très dynamique à la sortie de la crise sanitaire, l'économie trégoroise apparaît ainsi s'engager dans une période d'ajustements des activités et de l'emploi. Cette évolution s'inscrit dans un environnement macroéconomique moins porteur et un climat d'incertitudes persistant.

La dégradation de la situation économique se traduit en premier lieu par l'érosion de l'emploi salarié privé, une montée des fragilités des entreprises, une augmentation de la demande d'emploi, ainsi qu'un net repli de l'investissement résidentiel. Pour autant, le territoire conserve certains indicateurs économiques positifs. Le niveau de chômage demeure à un niveau bas, tandis que quelques secteurs d'activité continuent de tirer leur épingle du jeu, permettant d'atténuer une dégradation trop brutale du marché du travail.

## Activité économique

### PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES : UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE CONTENUE FACE AUX CHOCs GÉOPOLITIQUES



Le début de l'année 2026 s'inscrit dans un environnement international fortement incertain, marqué par la persistance des tensions géopolitiques et l'émergence d'un nouveau conflit au Moyen-Orient, aux conséquences sensibles sur les marchés de l'énergie. Dans ce contexte particulièrement instable, la Banque de France anticipe une résilience modérée de l'économie française au premier semestre, qui constituerait la phase la plus dynamique de l'année, avant un ralentissement progressif lié au choc énergétique. La croissance annuelle du PIB est ainsi projetée à 0,9 % en 2026 dans le scénario central.

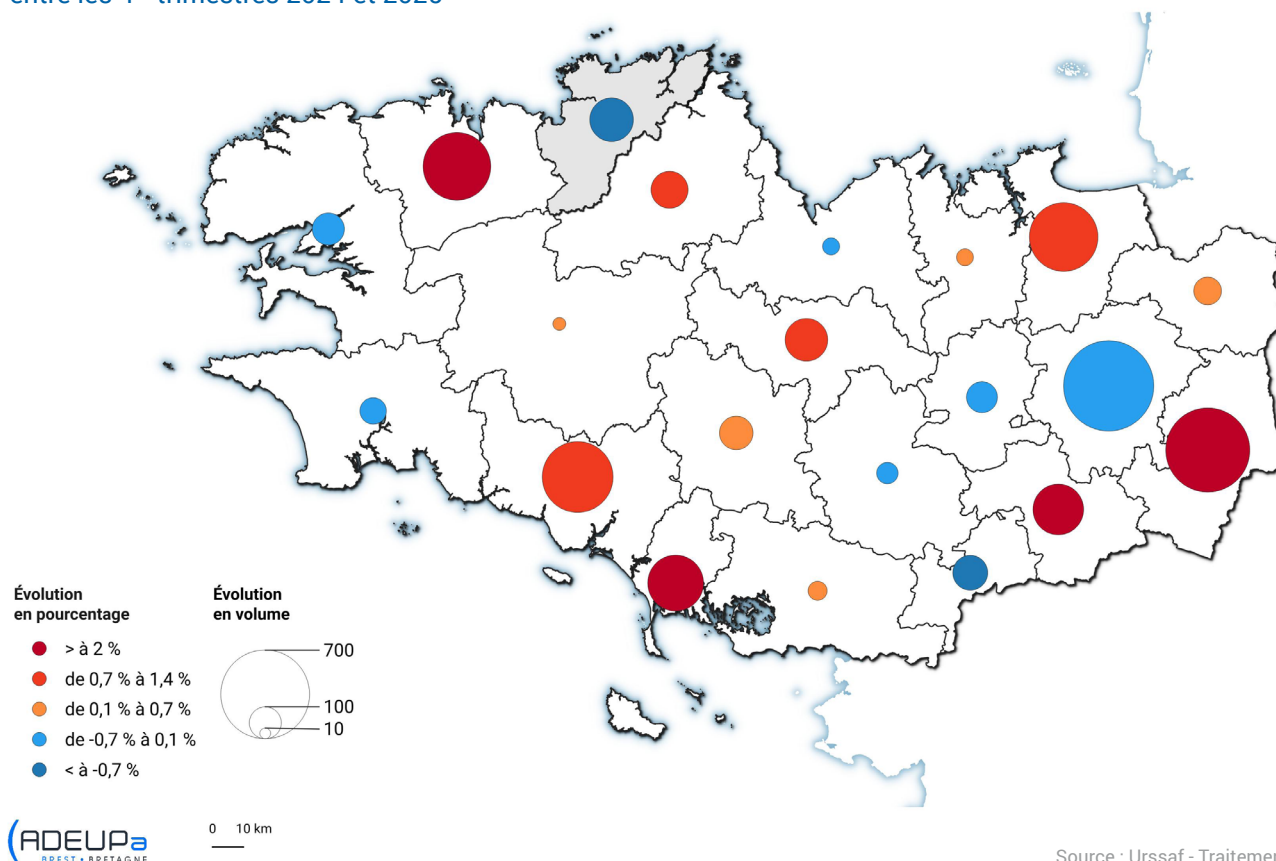
Les tensions géopolitiques se traduisent par un regain inflationniste, principalement porté par l'énergie. La consommation des ménages resterait un soutien positif, mais limité à la croissance, freinée par un taux d'épargne élevé et l'érosion du pouvoir d'achat. À l'inverse, l'investissement des entreprises progresserait en début d'année, soutenu par certains secteurs stratégiques. Celui des ménages se stabiliserait dans l'immobilier, malgré des conditions de financement encore contraignantes.



Crédit : JackF

## Un retournement confirmé de l'emploi salarié privé

Figure 1 – Variation de l'emploi salarié privé dans le pays de Lannion-Trégor Communauté entre les 4<sup>es</sup> trimestres 2024 et 2025



Source : Urssaf - Traitement : Adeupa

Au second semestre 2025, Lannion-Trégor Communauté enregistre une nouvelle baisse de l'emploi salarié privé par rapport à la même période un an plus tôt. Il s'agit du troisième semestre consécutif de repli, après plusieurs années de croissance continue à la suite de la crise sanitaire.

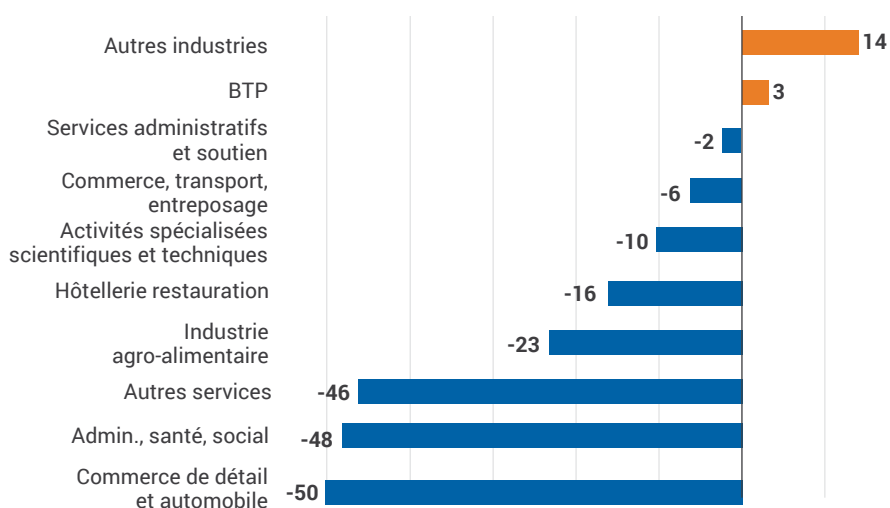
Au total, 184 emplois salariés privés ont été perdus en un an, soit une diminution de -1,1 %, un recul proche de celui observé au semestre précédent (-206 emplois). Cette évolution apparaît moins favorable que la tendance régionale (+0,2 %), laquelle traduit une certaine résilience dans un contexte économique national globalement dégradé.

D'un point de vue sectoriel, quelques activités parviennent à se maintenir, voire à progresser très légèrement. C'est le cas de l'industrie hors agroalimentaire, du BTP, des services administratifs et de soutien, du commerce de gros, transport, entreposage et de des activités de conseil, ingénierie, recherche, les services administratifs et de soutien, le commerce, transport et entreposage ainsi que les activités spécialisées, scientifiques et techniques, dont les trajectoires traduisent davantage une phase d'ajustement qu'un retournement brutal de l'activité.

Les pertes d'emplois les plus significatives se concentrent dans quelques secteurs clés. Il s'agit de l'hôtellerie-restauration (-16 emplois), de l'industrie agro-alimentaire (-23 emplois), des autres services (-46 emplois), de l'administration, de la santé

et de l'action sociale (-48 emplois), ainsi que du commerce de détail et automobile (-50 emplois). Ces évolutions reflètent à la fois les tensions sur la demande, les contraintes de coûts et les recompositions en cours dans certains modèles économiques.

Figure 2 – Évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité entre les 2<sup>es</sup> semestres 2024 et 2025 à Lannion-Trégor Communauté



Source : Acooss-Urssaf - Traitement Adeupa

## Immobilier d'entreprise : une année 2025 en forte progression

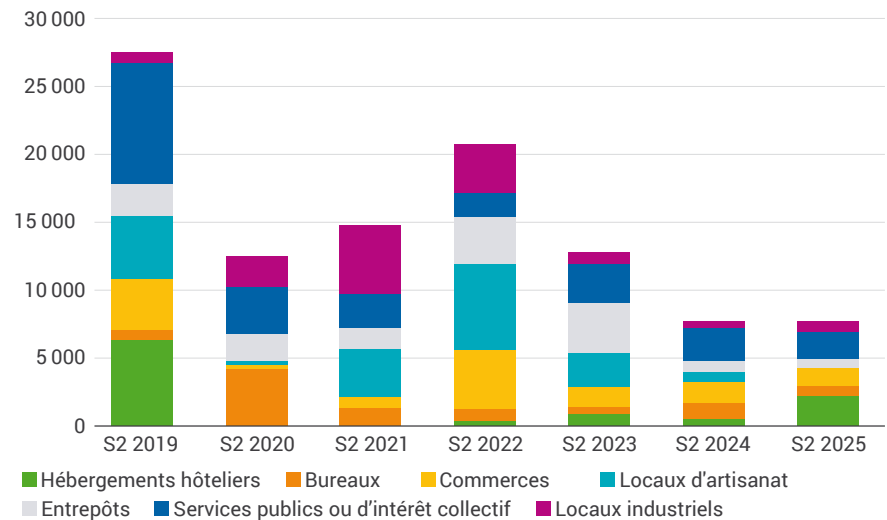
Au second semestre 2025, 7 715 m<sup>2</sup> de locaux professionnels ont été autorisés dans Lannion-Trégor Communauté. Ce volume est sensiblement similaire à celui observé sur la même période un an plus tôt (+0,6 %). Mais, sur l'ensemble de l'année 2025, la dynamique est particulièrement favorable, avec un volume global de 30 446 m<sup>2</sup> autorisés, en croissance de 91 % en un an. L'année 2025 renoue ainsi avec des niveaux comparables à ceux observés avant la crise sanitaire.

La stabilité observée au cours du second semestre masque cependant des trajectoires largement différenciées selon la typologie des locaux. En effet, seuls deux secteurs sont caractérisés par une croissance des volumes autorisés, à savoir l'hébergement hôtelier (+376 %) et les bâtiments industriels (+60 %). Dans le premier cas, il s'agit de la création d'un B&B Hôtel de 70 chambres à l'entrée de Lannion, de gamme « économique, deux ou trois étoiles ».

Pour l'ensemble des autres secteurs, les volumes d'autorisations sont en recul : -18 % pour les services publics, les entrepôts et le commerce, -32 % pour les bureaux et jusqu'à -100 % pour l'artisanat.

Cette tendance contenue à l'échelle du semestre peut traduire la prudence, des entrepreneurs, enclins à retarder leurs investissements en vue d'une meilleure conjoncture et d'un accès plus facile aux financements.

Figure 3 – Surface de locaux d'activité autorisée (en m<sup>2</sup>) entre les 2<sup>ds</sup> semestres 2019 et 2025 à Lannion-Trégor Communauté



Source : SDES Sit@del - Traitement Adeupa

### Principaux permis déposés au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2025 (surface autorisée > 400 m<sup>2</sup>) :



• **Lannion Hospitality (B&B Hôtel), rue Paul Fleuriot de Langle, Lannion, 1 955 m<sup>2</sup> (hébergement hôtelier)**



• **Galina Perrot, Lestivoan, La Roche-Jaudy, 799 m<sup>2</sup> (mixte bureau et industrie)**



• **Commune de Ploubezre, rue du Stade, Ploubezre, 752 m<sup>2</sup> (service public ou d'intérêt collectif)**



• **Joke Immo, ZA Porz An Parc, Plounevez-Moëdec, 625 m<sup>2</sup> (commerce)**



• **Asimmo, rue Jacques Feuillu, Lannion, 445 m<sup>2</sup> (mixte bureau et entrepôt)**



Couvent des Ursulines à Lannion

Crédit : Thibault Porier

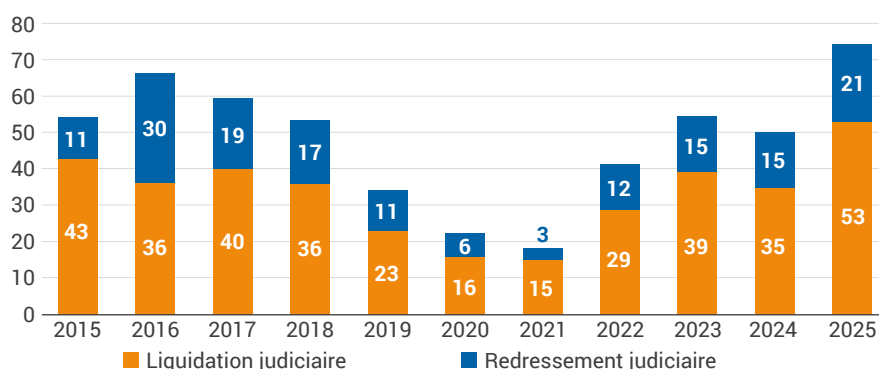
## Un nombre de défaillances d'entreprises record en 2025

40 défaillances d'entreprises ont été recensées à Lannion-Trégor Communauté au cours du second semestre 2025. Ce volume, particulièrement élevé – le plus important observé sur les dix dernières années – progresse de 29 % sur un an.

Sur l'ensemble de l'année 2025, ce sont 74 défaillances qui ont été enregistrées localement, constituant un niveau inégalé au cours des 10 dernières années. Cette situation s'inscrit dans une dynamique plus large de nette envolée des défaillances d'entreprises à l'échelle nationale.

Les procédures du second semestre sont, une nouvelle fois, majoritairement portées par les liquidations judiciaires (30), en progression de près de 30 % sur un an. Elles entraînent la cessation définitive de l'activité des entreprises concernées. Par ailleurs, 10 placements en redressement judiciaire ont également été prononcés sur le semestre, soit un de plus qu'un an plus tôt.

Figure 4 – Nombre de défaillances d'entreprises entre 2015 et 2025 à Lannion-Trégor Communauté



Source : CapFi - Traitement : Adeupa

Sur un plan sectoriel, le commerce de détail concentre près d'une défaillance sur trois, qu'il s'agisse du commerce spécialisé (habillement, textile, articles de sport...), de la distribution alimentaire, du commerce à distance ou encore des activités sur les marchés.

Les secteurs de la restauration et des débits de boissons sont également fortement concernés, tant dans la restauration rapide

que traditionnelle, ainsi que dans les activités de pâtisserie. Le secteur de la construction se trouve lui aussi en difficulté, sur différents maillons de la filière : construction et gros œuvre, travaux d'aménagement et promotion immobilière. Enfin, les secteurs agricole et halieutique apparaissent aussi fragilisés, avec plusieurs défaillances recensées dans des activités d'élevage (bovin, volaille, ovin), de pêche et d'aquaculture.

## Marché de l'emploi

### Demande d'emploi : entre conjoncture dégradée et changement de périmètre

Le marché de l'emploi présente de nouveau, au second semestre 2025 plusieurs signes de fébrilité. En miroir du recul confirmé de l'emploi salarié privé et de la légère hausse du taux de chômage, la demande d'emploi enregistrée sur le territoire intercommunal repart à la hausse.

Sur les six derniers mois de l'année 2025, 3 753 demandeur-euses d'emploi de catégorie A sont recensé-es, soit une progression de 5,7 % sur un an. Si cette augmentation demeure plus modérée que celle observée aux niveaux régional et national (+7,1 % dans les deux cas), elle témoigne néanmoins d'une dégradation progressive du marché de l'emploi local. En effet, si la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi a contribué à une hausse mécanique des inscriptions sur les registres de la demande d'emploi, l'analyse croisée des différents indicateurs confirme une détérioration progressive de la situation.

Bien que ces évolutions doivent être interprétées avec prudence au regard des changements de périmètre évoqués (ci-contre), certains profils apparaissent plus exposés au cours du second semestre.

Les jeunes de moins de 25 ans (+16,5 %), les personnes inscrites depuis plus de trois ans (+17,3 %) et les femmes (+5,7 %) concentrent les hausses les plus marquées. Comme souligné lors du précédent observatoire, les jeunes publics sont souvent les premiers affectés en cas de durcissement du marché du travail et de situation conjoncturelle dégradée.

#### Chiffres clés de la demande d'emploi dans Lannion-Trégor Communauté :

**3 753** demandeurs d'emploi de catégorie A

**7 260** demandeurs d'emploi de catégories ABC

#### Demande d'emploi de catégorie A suivant les principaux profils en un an :

**Les femmes** : 1 642

**Les jeunes de moins de 25 ans** : 582

**Les travailleurs handicapés** : 506

**Les inscrits depuis plus d'1 an** : 1 412

**Les seniors de 50 ans et plus** : 1 179

Source : DARES - France Travail, STMT - Traitement : Dreetts Bretagne

#### IMPACT DE LA LOI PLEIN EMPLOI SUR LES STATISTIQUES

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les Missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025.

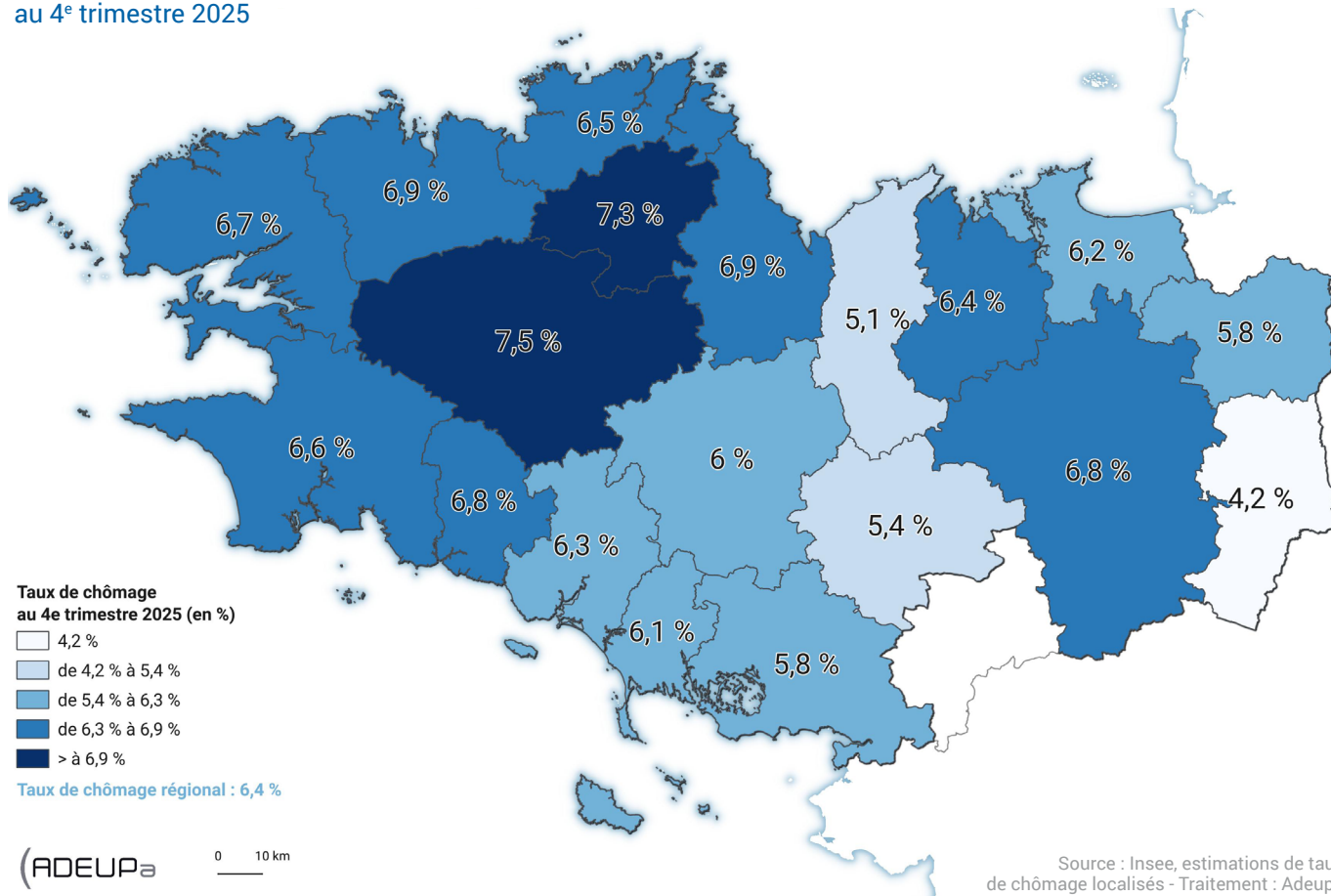
#### UNE ÉVOLUTION DES RÈGLES D'ACTUALISATION

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des modifications dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> trimestre 2025, ces changements ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C.

En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A, B et C aurait été moins élevé.

## Un marché de l'emploi résilient malgré des signaux de dégradation

Figure 5 - Taux de chômage par zone d'emploi au 4<sup>e</sup> trimestre 2025



Forum une rencontre un emploi à Lannion

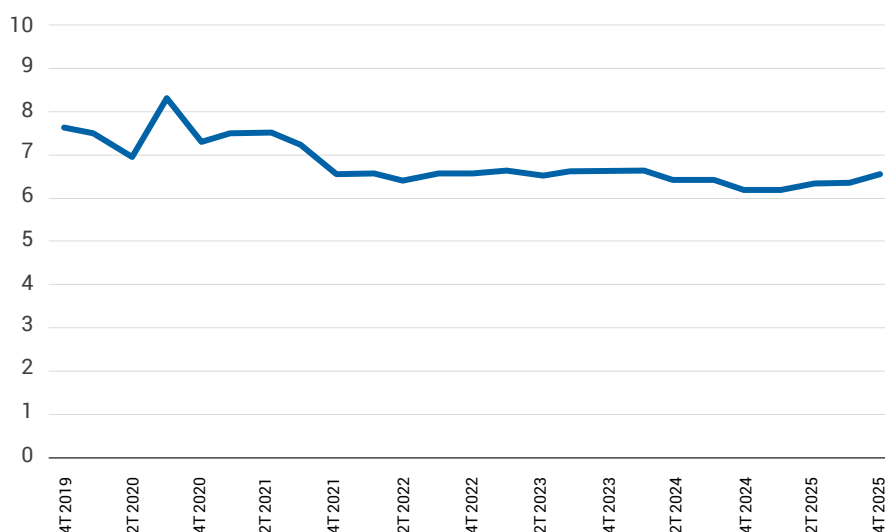
Crédit : Lannion-Trégor Communauté

Au quatrième trimestre 2025, le taux de chômage de la zone d'emploi de Lannion s'établit à 6,5 % de la population active. Il progresse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent et de 0,3 point sur un an. Malgré cette hausse, le taux de chômage lannionnais demeure 1,1 point inférieur à son niveau d'avant la crise sanitaire.

Le territoire trégorois se distingue par une forte résilience de son marché de l'emploi, le taux de chômage évoluant peu depuis 2021. Le niveau observé au quatrième trimestre 2025 est ainsi strictement identique à celui enregistré au quatrième trimestre 2021. Si cette trajectoire relativement stable constitue un signal favorable, elle ne doit pas pour autant occulter une dégradation minimale, mais progressive du marché du travail. Le contexte national et régional moins porteur laisse entrevoir un risque de remontée du chômage dans les prochains mois.

L'évolution est proche de celle observée à l'échelle régionale, où le taux de chômage atteint 6,4 % de la population active. Il a augmenté de 0,1 point par rapport au trimestre précédent et de 0,5 point sur un an. La région conserve le taux de chômage le plus faible de France métropolitaine, devant les Pays de la Loire (6,5 %), et demeure nettement en dessous de la moyenne nationale, établie à 7,9 %.

**Figure 6 – Taux de chômage dans la zone d'emploi de Lannion entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2019 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2025**



Source : Insee - Traitement : Adeupa

**Le territoire se distingue par une forte résilience de son marché de l'emploi, le taux de chômage évoluant peu depuis 2021.**

## Ménages

En France, en avril 2026, la confiance des ménages s'est nettement détériorée, selon l'Insee<sup>1</sup>. En s'établissant à 84 au début du mois, l'indicateur synthétique recule de 5 points en un mois, s'éloignant fortement de sa moyenne de longue période (100 entre janvier 1987 et décembre 2025). Ce recul marqué constitue la plus forte baisse depuis mars 2022 et le début de la guerre en Ukraine.

Dans le même temps, l'opinion des ménages concernant leur situation financière personnelle diminue nettement. Le solde d'opinion relatif à leur situation financière future perd sept points, quand celui relatif à leur situation financière passée perd six points. En parallèle, l'opinion des ménages concernant leur capacité d'épargne, actuelle comme future, se replie de nouveau.

Cette dégradation de l'ensemble des indicateurs s'explique notamment par le contexte géopolitique international marqué par la guerre au Moyen-Orient, et la crainte d'un possible retour d'une période inflationniste, semblable à l'épisode de 2022, qui avait impacté durablement la santé financière des ménages.

### Épargne des ménages : des arbitrages visibles

Depuis début 2024 et jusqu'à fin 2025, les encours de comptes à vue semblent avoir atteint un plateau, après une consommation progressive de l'épargne constituée lors de la crise sanitaire, traduisant une stabilisation des comportements des ménages. La phase de reconstitution rapide de liquidités est terminée, sans pour autant laisser place à un nouveau cycle de forte accumulation.

À l'inverse de la trajectoire des comptes à vue, les dépôts à terme ont enregistré une forte progression dans les Côtes d'Armor entre 2022 et 2024, profitant de la remontée des taux d'intérêt et d'un attrait renouvelé pour les placements rémunérés. Après une phase de stagnation, ces placements repartent à la hausse fin 2025, affichant une croissance annuelle de 6,5 %. Malgré le manque de perspectives économiques favorables et une conjoncture toujours fragile, les ménages manifestent à nouveau, en cette fin d'année 2025, un

intérêt croissant pour des placements de long terme, moins liquides. Cette évolution traduit une volonté de sécurisation de l'épargne et une recherche de rendement plus affirmée, même au prix d'une moindre disponibilité des fonds.

En parallèle, au second semestre 2025, 503 dossiers de surendettement ont été déposés dans les Côtes d'Armor. Ce chiffre représente 8 dossiers de plus qu'au second semestre 2024. Le niveau de dossiers déposés reste donc globalement stable. Malgré un contexte économique tendu, les ménages ne connaissent pas à ce stade de dégradation brutale de leur situation. Cette situation se tend cependant début 2026, avec une envolée du nombre de dossiers déposés au cours des trois premiers mois de l'année.

1. L'indicateur synthétique de confiance des ménages résume leur opinion sur la situation économique : plus sa valeur est élevée, plus le jugement des ménages est favorable. Il est calculé selon la technique de l'analyse factorielle, qui permet de résumer l'évolution concomitante de plusieurs variables dont les mouvements sont très corrélés. L'indicateur décrit ici la composante commune de 8 soldes d'opinion : niveau de vie passé et futur en France, situation financière personnelle passée et future, chômage, opportunité de faire des achats importants, capacité d'épargne actuelle et capacité d'épargne future.

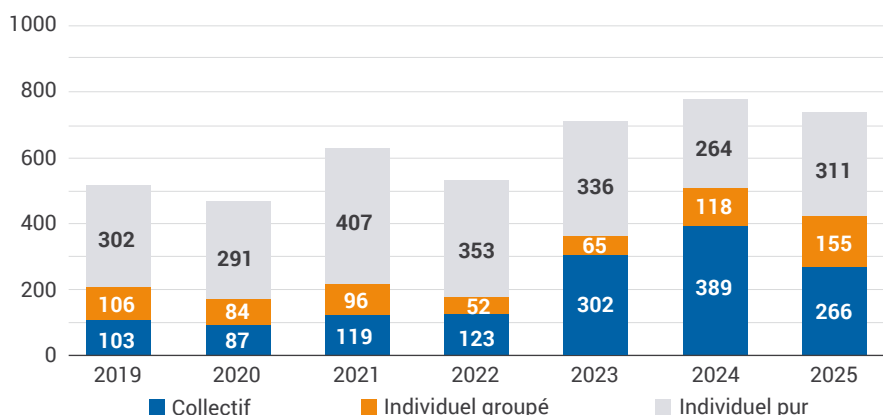
## Des autorisations de logements importantes, mais en recul en 2025

Le second semestre 2025 se caractérise par une baisse du volume d'autorisations de logements, une tendance qui se confirme à l'échelle de l'ensemble de l'année. Avec 363 logements autorisés au second semestre, le repli atteint 24 %. Sur l'ensemble de l'année, la baisse est plus modérée, proche de 5 %.

Cette évolution ne doit toutefois pas occulter le fait que le niveau d'autorisations demeure élevé (supérieur à 700) depuis 2023, positionnant ainsi l'année 2025 comme la deuxième plus prolifique depuis la sortie de la crise sanitaire.

## Le second semestre 2025 se caractérise par une baisse du volume d'autorisations de logements.

Figure 7 – Nombre de logements autorisés à Lannion-Trégor Communauté entre 2019 et 2025



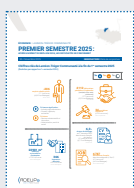
Source : SDES Sit@del - Traitement : Adeupa

À l'échelle annuelle, les volumes sont une nouvelle fois portés par les logements individuels (311 autorisations), en progression de près de 18 % sur un an. Le logement collectif, avec 266 autorisations, demeure un segment important de la production, mais accuse néanmoins un recul de 32 % par rapport à l'année précédente. Enfin, les logements individuels groupés enregistrent une dynamique particulièrement favorable, avec 155 autorisations, soit une hausse de 31 % sur un an.

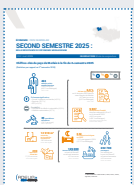
Comme cela avait été souligné dans le précédent observatoire, Lannion-Trégor Communauté et Terres d'Armor Habitat se sont engagés dans un contrat d'habitat public (CHP), à travers un partenariat stratégique visant la construction de 400 logements sociaux d'ici 2030, soit environ 80 logements par an sur le territoire du Trégor. Ces projets concourent aux niveaux élevés d'autorisations observés au cours des derniers semestres.

### Pour aller plus loin

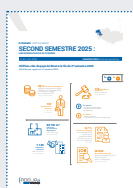
#### Avec l'Adeupa



[Observatoire de l'économie de Lannion-Trégor Communauté au 1<sup>er</sup> semestre 2025](#)



[Observatoire de l'économie du pays de Morlaix au 2<sup>d</sup> semestre 2025](#)



[Observatoire de l'économie du pays de Brest au 2<sup>d</sup> semestre 2025](#)



[Observatoire de l'économie de Guingamp Paimpol Agglomération au 2<sup>d</sup> semestre 2025](#)

#### Et ailleurs

• Banque de France - tendances régionales : <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques/tendances-regionales-bretagne-mars-2026>

• Insee, tableau de bord de la conjoncture en Bretagne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121844>

### LES OBSERVATOIRES ÉCONOMIE

Direction de la publication : François Rivoal | Réalisation : François Le Pellec  
 Cartographie : Julien Florant | Relecture : Magali Can | Mise en page : Cubik communication  
 Contact : Adeupa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | Tél : 02 98 33 51 71  
 contact@adeupa-brest.fr | Dépôt légal : Juin 2026  
 ISSN : 2425-9608 | Réf : 26-087 | Site web : www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE  
OPEN LICENCE